

Sylvie DESLANDES

Le débat promet d'être animé, puisque c'est au tour de **Gérard Biard**, journaliste et rédacteur en chef de Charlie Hebdo de s'exprimer. Inutile de redire que **Gérard Biard** est un ardent défenseur de la laïcité, Charlie Hebdo étant un symbole de laïcité et du droit à pouvoir rire de toutes les religions et du droit au blasphème. **Gérard Biard** est également l'un des trois porte-parole du réseau « Zéro Macho » contre la prostitution. (*Applaudissements*)

Gérard BIARD

Le sujet la 23^{ème} Université d'Eté de l'Assemblée des Femmes est la laïcité, cette laïcité qui nous est si précieuse et qui subit des coups de boutoir de plus en plus violents de la part de ses ennemis déclarés, mais aussi de la part d'un nombre croissant d'opportunistes, de calculateurs politiques, ou plus simplement de crétins suffisants auxquels le grand cirque médiatique confère le titre parfaitement usurpé d'intellectuels chercheurs. (*Applaudissements*). Personnellement, je les nommerais volontiers collabos, (*Applaudissements*), car l'enjeu, on peut le constater chaque jour, n'est pas de savoir si la liberté religieuse doit prendre le pas sur toutes les autres libertés, mais de savoir si la démocratie doit s'effacer face au totalitarisme.

Si tous les pays laïcs ne sont pas forcément démocratiques, il ne peut y avoir de démocratie, donc pas d'égalité de droit, sans la laïcité qui exclut le discours religieux du champ politique. Car le discours religieux qui proclame qu'il n'existe qu'un pouvoir suprême, qu'une loi divine, indiscutable, qui nie toute opposition, est incompatible avec les démocraties où on voit les citoyens discuter et où le pouvoir est possiblement contestable. Les dictateurs, les bourreaux n'ont pas forcément besoin de la religion pour piétiner la démocratie. Ils commettent des crimes de masse, ça c'est certain, mais aucun Etat qui fonde son autorité sur un devoir religieux n'échappe à la tentation totalitaire. Le Vatican n'est pas une démocratie et on a pu observer depuis quelque temps que le Président turc ne se soucie plus vraiment d'apparaître modéré. Dès lors que l'on prétend soumettre la société à une loi qui tire sa légitimité d'un « être suprême », toute espérance de démocratie et d'égalité est illusoire et toutes les formes de terreur et d'oppression sont possibles. **La religion a toujours été le meilleur alibi pour purger un Etat de ses « impurs », qui est le nom des opposants.** Pour que s'exerce la démocratie, la parole divine et l'existence même d'une quelconque entité supérieure doivent impérativement être exclues du débat politique. **La défense de la laïcité, c'est un combat 100% politique et 100% féministe.** (*Applaudissements*). Pour muscler le propos, on peut prendre un exemple concret, particulièrement éloquent.

L'histoire ne se passe pas en Arabie Saoudite, en Iran, au Pakistan, en Inde ou dans un de ces trop nombreux pays où il ne fait pas bon naître avec des chromosomes XX. Elle ne se passe même pas en Irlande ou dans l'un de ces pays modernes, confits dans l'eau bénite, où une femme peut mourir à l'hôpital parce qu'on lui a refusé un avortement thérapeutique. Nous sommes en 2010 en Suède, l'un des pays les plus avancés au monde, en tout cas l'un des moins arriérés sur la question des droits des

femmes. Un demandeur d'emploi de confession musulmane se rend à un entretien d'embauche. Là, il est reçu par un représentant du personnel, en l'occurrence une représentante. Invoquant sa religion, il refuse de lui serrer la main et de la regarder dans les yeux. En toute logique, l'entretien s'arrête là et l'homme se voit refuser le poste. Refus qu'il juge discriminatoire. Il porte donc plainte. Le tribunal, appuyé par le médiateur suédois pour les questions de discrimination, qui se trouvait être une médiatrice, lui donne raison et lui accorde 6000 euros de dommages et intérêts, établissant ainsi que la condition religieuse prévaut sur l'égalité femmes/hommes. Si l'on ne peut être discriminé en raison de sa religion, ce qui est normal, on peut en revanche, il faut croire, être discriminé en son nom. Il faut se réjouir que le juge n'ait pas ordonné en prime que l'impure soit fouettée pour avoir osé adresser la parole à un homme qui n'est pas son mari.

La Suède n'est pas l'Arabie Saoudite : les femmes y votent depuis 1863. Leurs droits, qu'ils soient sociaux, économiques ou politiques, n'y sont pas traités par-dessus la jambe et l'égalité n'est pas un sujet de plaisanterie. Pourtant, dans ce pays dit exemplaire, un tribunal, soutenu par le représentant de l'État, a reconnu que le mépris et le rejet social des femmes, s'ils s'appuient sur une conviction religieuse sont légitimes.

En Europe, comme on l'a rappelé ici, l'avancée des droits des femmes au XXe siècle a coïncidé avec le recul du religieux dans l'espace public. Ce n'est pas un hasard du calendrier. Cela vaut également au sens inverse. Accepter qu'une doctrine religieuse, quelle qu'elle soit, s'immisce dans le débat politique ou à plus forte raison dans la loi, c'est faire reculer le droit à l'égalité pour tous. Car, à de très rares exceptions près, les religions se font largement le relais de la plus ancienne et de la plus intolérable des discriminations, celle qui frappe les femmes. (*Applaudissements*). Prenons un autre exemple, cet inquiétant sujet du polémique voile islamique. Il a resurgi il n'y a pas si longtemps, lorsque la Secrétaire d'État aux Droits des Femmes s'est dite favorable à l'interdiction du port du voile dans les enceintes universitaires, déclenchant d'inévitables accusations de stigmatisation, de discrimination, d'exclusion, d'instrumentalisation voire carrément de politique raciste aux relents paternalistes et colonialistes, comme l'avait dit pour l'occasion un collectif d'universitaires au logiciel de pensée pas franchement dernier cri. Je fais partie des fervents défenseurs des lois réglementant le port du voile, mais je considère que le débat a été totalement faussé dès l'origine et que son évidente dimension politique a été volontairement ignorée. Le voile islamique, sujet d'empoignades, est défini exclusivement comme un signe religieux. Il l'est, c'est vrai, mais de manière presque accessoire aujourd'hui. Dans la majorité des sociétés et des États qui en ont fait un symbole, il est, d'abord, un marqueur social, un signe d'infamie qui place celle qui le porte au mieux en retrait du champ public, à « sa » place, au pire totalement à l'écart, effacée par une burqa ou un niqab, quand elle n'est pas tout simplement maintenue en confinement. (*Applaudissements*).

Le voile dit que la femme, naturellement impure, n'est pas l'égale de l'homme, qu'elle ne dispose pas des mêmes droits et qu'elle lui doit soumission. Il dit que la femme est un être inférieur et éventuellement une esclave sexuelle, une domestique que l'on peut répudier, frapper, fouetter, mutiler, lapider à l'envie. Il est à ce titre curieux de voir certaines féministes défendre le port du voile au nom du choix et de la libre disposition de son corps (*Applaudissements*), alors même qu'il est l'instrument d'un pouvoir oppressif multiséculaire et que, partout dans le monde, des femmes meurent ou subissent des violences parce qu'elles refusent de s'en couvrir. Le jour où plus une seule pierre ne sera jetée au visage d'une femme sans voile alors on pourra parler de choix. (*Applaudissements*). Le voile est d'abord un stigmate et, pour le moins, discriminant. Si je peux utiliser les termes de stigmatisation et de discrimination, c'est dire de la loi c'est à l'égard de la loi qui l'impose, pas de celle qui dit qu'on peut s'en affranchir. Il est particulièrement tordu d'aboyer « exclusion » à chaque fois que l'on souhaite au contraire réaffirmer l'égalité entre les citoyens. La France est une démocratie : elle permet la liberté de culte, c'est vrai, mais elle permet aussi, en théorie, l'égalité entre femmes et hommes. Il existe suffisamment d'entorses à ce principe fondamental sans en rajouter au nom d'un relativisme culturel qui voudrait que les musulmanes naissent naturellement soumises et heureuses de l'être. (*Applaudissements*)

Quant à l'instrumentalisation du voile, si elle existe bien en dehors de ceux qui, extrême-droite en tête, y voient le moyen d'offrir un souffre-douleur rêvé à toutes les victimes du système politique et de la situation économique, elle existe aussi, et pas qu'un peu, chez tous ceux qui, en France et ailleurs, l'utilisent comme étendard d'un système politique de type totalitaire. Ce n'est pas un hasard si l'on peut mesurer le degré d'intolérance et d'obscurantisme d'un régime islamiste à la longueur du voile des femmes. Dans l'Iran des mollahs, il fait office de curseur pour savoir si les conservateurs ou les réformateurs tiennent la barre. Dans la Turquie toujours moins laïque et toujours moins démocratique d'**Erdogan**, il sert de cheval de Troie pour faire reculer la mixité dans nombre de secteurs publics comme la santé et l'éducation. Le voile incarne moins une conviction religieuse qu'un agenda politique et sociétal dont il serait temps de prendre la véritable mesure. Agenda qui inclut l'adoption du fumeux concept de « féminisme islamique » — magnifique oxymore —, véritable escroquerie sémantique dont le but est d'imposer une version 100 % Charia du rôle de la femme en s'appuyant sur la culture et sur la défense de la différence pour faire admettre à ces grands rêveurs d'impérialistes occidentaux que les valeurs universelles ne sont pas adaptées à toutes les sociétés. (*Applaudissements*).

Grands rêveurs qui emploient parfois des arguments étonnants pour justifier leur paresse intellectuelle ou leur complicité objective. Lors du débat sur la loi interdisant le port de la burqa sur la voie publique, certains ont fait remarquer que c'était inutile puisque la burqa n'était portée en France que par 2000 personnes. A ce compte-là, l'excision touche une minorité de femmes en France : faut-il pour autant autoriser cette barbarie rituelle ? (*Applaudissements*). Et pourquoi s'inquiéter du sort des

femmes battues alors que seules 50.000 d'entre elles portent plainte chaque année ? (*Applaudissements*). Il est évident qu'il y avait de sales arrière-pensées politiques derrière la question de la burqa ! On ne pouvait à l'époque ignorer **Hortefeux** et ses blagues racistes, **Buisson** et son identité nationale et toute une Sarkozie lancée dans la chasse aux voix lepénistes. Mais était-ce une raison pour refuser d'admettre que la burqa, au même titre que ces maris qui ne veulent pas que leur femme soit soignée par un médecin masculin, ou encore les incessantes tentatives de faire rétablir un délit de blasphème, s'inscrit dans une stratégie de grignotage social et politique, s'accompagnant parfois de menaces et de violences, qui consiste à faire reculer pas à pas la laïcité, la mixité sociale, l'égalité démocratique ? Et que cette stratégie est épaulée, pour des raisons évidentes, par les catholiques intégristes, qui ne sont pas les derniers à s'attaquer aux droits des femmes ?

Était-ce une raison pour tous ceux qui dénonçaient une loi stigmatisante d'oublier ou de faire semblant d'oublier que la burqa est elle-même un stigmate pour le moins éclatant puisqu'il nie, en l'effaçant du regard des autres, toute existence sociale à la personne qu'il la porte ? On aurait bien aimé et on aimerait toujours que la gauche française, modérée comme extrême, défende avec un peu plus de conviction et d'unanimité cette inégalité sociale. (*Applaudissements*). La burqa ne concerne pas 2000 personnes, mais toute l'humanité. (*Applaudissements*).

Je terminerai avec une question adressée à tous les politiciens de toutes chapelles qui préfèrent cacher le problème sous le tapis, et invoquent le fait que leur grand-mère portait le fichu sur la tête. (*Applaudissements*). Quelle société souhaitent-ils bâtir ? Une société pour leur grand-mère ou une société pour leur petite fille ? (*Applaudissements*).